

Abo **Protection du climat**

Antonio Hodgers fait la paix avec AgriGenève

Le conseiller d'État et Patricia Bidaux, députée et présidente d'AgriGenève, se confient après l'épisode des «menaces» au Grand Conseil.

Antoine Grosjean et Frédéric Julliard

Publié: 30.10.2023, 05h30





Patricia Bidaux, députée du Centre et présidente d'AgriGenève, et Antonio Hodgers, conseiller d'État chargé du Département du territoire (DT), ont arrondi les angles après leur altercation au Grand Conseil.

PIERRE ALBOUY

En marge des récentes tensions politiques autour de la transition énergétique, une autre polémique dont Genève a le secret s'est jouée au Grand Conseil. Le groupe du Centre a accusé le conseiller d'État Antonio Hodgers d'avoir proféré des menaces de représailles à l'égard de ses élus représentants du monde agricole. Lors du vote du 21 septembre retardant les délais de rénovation des passoires énergétiques, le magistrat les a mis en garde, en des termes virulents, contre les conséquences de cette décision pour l'agriculture genevoise. Après plusieurs échanges et rencontres pour arrondir les angles, Antonio Hodgers et la députée Patricia Bidaux, présidente d'AgriGenève, se confient à la «Tribune de Genève».

Que s'est-il passé exactement lors de l'incident des «menaces»?

Patricia Bidaux (P.B.): Il y avait beaucoup de tensions durant ce débat sur l'assainissement thermique des bâtiments. Quand vos valeurs sont profondément touchées, cela vous fait réagir. Ce qui m'a blessée, c'est qu'on rend toujours l'agriculture responsable de tous les maux, comme la perte de biodiversité, la pollution de l'eau, etc. Mais on ne met jamais en avant les efforts faits pour améliorer les méthodes de production, ni les bonnes conditions de travail de nos ouvriers agricoles, qui bénéficient des assurances sociales, de l'AVS et de l'assurance maternité.

Antonio Hodgers (A.H.): En fait, l'échange a été très bref. J'étais heurté dans mes valeurs, car je ne comprenais pas que le monde agricole, qui subit le changement climatique de plein fouet, vote cette loi sur l'énergie dont l'impact sur le Plan climat sera extrêmement négatif. On travaille justement avec AgriGenève à accroître la résilience de l'agriculture sur le plan climatique. Du coup, j'ai vécu cela comme une trahison et je l'ai exprimé de manière forte. Mais je précise que, dans nos échanges, il n'a jamais été question de menaces. Ce sont certains médias qui ont abusivement utilisé ce terme.

(Patricia Bidaux acquiesce.)

Vous vous êtes rencontrés depuis lors. Qu'en est-il ressorti?

A.H.: Nous avons eu une discussion sur nos valeurs, et surtout sur ce que nous avons en commun. Il ne faudrait pas que ce micro-événement affecte notre collaboration, qui est excellente. De tous les domaines de mon département, l'agriculture est un de ceux où les rapports avec les acteurs sont les plus apaisés. Nous n'avons pas à Genève cette opposition entre écologie et agriculture qu'on voit au niveau national.

P.B.: Un conflit peut soit être une catastrophe parce qu'on n'en fait rien, soit nous pousser à aller de l'avant. C'est ce que nous avons choisi en rencontrant le Département du territoire et le conseiller d'État Antonio Hodgers. Cela nous a permis d'aborder les questions de fond.

Quels sont les impacts du changement climatique sur l'agriculture?

P.B.: Les principaux problèmes, ce sont les sécheresses récurrentes et la prolifération de nouveaux ravageurs, insectes ou champignons. La recherche agronomique est fondamentale

et, heureusement, la Confédération a finalement décidé de continuer à la soutenir. Elle est essentielle parce que le grand défi, aujourd'hui, c'est de trouver des variétés de cultures plus résistantes. L'agriculture vit au rythme des saisons, en conséquence on ne la réforme qu'en respectant des temps longs.

A.H.: L'agriculture est le secteur économique qui subit le plus les effets du changement climatique. Et il n'y a pas que la sécheresse. On va aussi avoir des périodes de précipitations en surabondance, qui peuvent gâcher des récoltes. L'amplitude entre ces extrêmes est un vrai problème. Sans oublier les conditions de travail, qui, en période de canicule, sont aussi pénibles dans les champs que sur les chantiers. Mais si on peut suspendre un chantier quand il fait trop chaud, on ne peut pas repousser le moment de la récolte. L'agriculture suit le rythme des cycles naturels, pas les échéances politiques.

**«On parle toujours des
mauvais exemples,
mais jamais de la
grande majorité des
paysannes et des
paysans qui n'ont de
cesse d'apprendre de
nouvelles méthodes
toujours plus
respectueuses de
l'environnement.»**

Patricia Bidaux, députée et
présidente d'AgriGenève

L'agriculture subit le changement climatique, mais elle émet aussi beaucoup de gaz à effet de serre. Comment y remédier?

P.B.: Les agriculteurs sont conscients de leur impact climatique, mais ils peuvent le diminuer notamment grâce aux évolutions technologiques. Par exemple, il existe un additif à base d'urée synthétique qui permet de réduire les émissions des moteurs diesels. De plus, le recours à des drones, à des robots ou au GPS aide à améliorer l'efficacité et à consommer moins de carburant. Cela nous coûte suffisamment cher pour qu'on utilise nos engins mécaniques avec parcimonie.

A.H.: Au niveau national, l'agriculture ne représente que 15% de nos émissions de CO₂. À Genève, les bâtiments sont de bien plus gros émetteurs.

P.B.: ...et les voitures, et l'aéroport.

Genève a encore souffert d'une grave sécheresse cette année. Mais arroser les champs, est-ce vraiment une solution durable?

A.H.: Le problème, c'est qu'actuellement les agriculteurs n'ont pas d'autre choix que d'acheter de l'eau potable, qui a été traitée à grands frais, pour la remettre dans la terre. C'est absurde et ça coûte cher. Les paysans devraient avoir accès beaucoup plus facilement à l'eau brute, comme celle des nappes phréatiques.

P.B.: Une plateforme a été mise en place par l'État pour réfléchir à cette question. Il faudra également envisager de créer

un réseau secondaire pour acheminer l'eau du lac dans les cultures. Ça va être très coûteux, mais profitons déjà des chantiers qu'il y a un peu partout à Genève pour installer des conduites. En tout cas, il faut arrêter de penser que l'arrosage est du gaspillage, puisque l'eau utilisée retourne dans le sol.

Est-ce qu'on en demande trop aux agriculteurs, de nos jours?

A.H.: Il y a beaucoup d'attentes sociétales qui pèsent sur l'agriculture. Elle doit être productive, car on a inscrit la sécurité alimentaire dans la Constitution, mais on veut aussi qu'elle soit durable et utilise moins d'intrants et d'énergie fossile, qu'elle respecte les conditions de travail et le salaire minimum, qu'elle entretienne le paysage et préserve la biodiversité. En plus, on demande à l'agriculture locale d'être concurrentielle avec des produits qui viennent du sud de l'Espagne ou du Pérou. Si on additionne tout cela, ce n'est pas possible.

P.B.: Ces dernières années ont été compliquées, avec toutes ces initiatives fédérales sur les pesticides ou l'élevage intensif. On parle toujours des quelques mauvais exemples, mais jamais de la grande majorité des paysannes et des paysans qui n'ont cessé de se former et d'apprendre de nouvelles méthodes toujours plus respectueuses de l'environnement.

A.H.: L'agriculture est de plus en plus durable. En vingt ans, la part du bio est passée de 1 à 18%. Mais les agriculteurs veulent d'une part qu'on leur donne le temps de s'adapter, et d'autre part, qu'on achète leurs produits à un prix qui tienne compte de toutes les normes sociales et environnementales auxquelles ils sont soumis.

L'agriculture est surtout régie au niveau fédéral. Quelle est la marge de manœuvre du Canton?

A.H.: Déjà, on peut appliquer les ordonnances fédérales avec pragmatisme et bon sens. Il me semble que c'est ce que fait l'administration cantonale. Nous devons par ailleurs promouvoir les circuits courts et les produits locaux. De la fourche à la fourchette, comme on dit. C'est pourquoi nous avons créé la Maison de l'alimentation.

P.B.: La création de l'OPAGE (*ndlr: Office de promotion des produits agricoles de Genève*) et de la marque GRTA (*ndlr: Genève Région - Terre Avenir*) a aussi contribué à promouvoir la production genevoise, de même que les bons du terroir ou les monnaies locales. Mais comment rendre visibles les produits GRTA dans la grande distribution, alors qu'elle profile ses propres labels ou celui d'IP Suisse? Il y a là une concurrence déloyale, parce que les standards GRTA sont bien plus exigeants pour les agriculteurs.

**«Il faut casser ce
préjugé selon lequel
manger local et bio,
c'est un luxe. Cela
devrait être la norme.»**

Antonio Hodgers, conseiller
d'État

**Avec l'inflation galopante, comprenez-vous que des Genevois
aillent faire leurs courses en France?**

P.B.: Bien sûr, je suis sensible à la précarité des personnes qui ont de la peine à joindre les deux bouts. Mais ceux qui vont faire leurs courses en France ne sont pas forcément les plus démunis. En revanche, savez-vous qui vient chez moi tous les trois mois acheter ses deux poulets de chair de 90 jours, autrement dit du poulet haut de gamme? C'est l'ouvrier portugais, qui préfère acheter un produit de qualité, mais en manger moins souvent.

A.H.: Il faut casser ce préjugé selon lequel manger local et bio, c'est un luxe. Cela devrait être la norme, comme dans la plupart des pays du monde, où ce sont au contraire les denrées importées qui sont un luxe. Les produits GRTA ne sont pas tellement plus chers que les autres. Mais aujourd'hui, les ménages ne mettent en moyenne que 6% de leurs revenus dans l'alimentaire. Du temps de nos grands-parents, c'était souvent un tiers voire la moitié.

Comment expliquer que l'agriculture genevoise ait des coûts de production parmi les plus élevés au monde?

A.H.: C'est en bonne partie lié aux salaires. Tous domaines confondus, ceux de Genève sont en moyenne 16% plus élevés que dans le reste de la Suisse.

P.B.: Tout coûte plus cher à Genève pour les agriculteurs, qu'il s'agisse des filières pour s'approvisionner ou du logement. Il faut que les consommateurs paient les produits au juste prix. Jusqu'à quand va-t-on laisser l'agriculture être à la merci de la libre concurrence?

A.H.: Je suis d'accord, il faut déglobaliser la question de l'alimentation et réglementer le libre marché international en matière agricole. Sinon, on ne fait que mettre les paysans en concurrence entre eux.

Que pensez-vous des récentes polémiques genevoises sur la viande?

P.B.: La valorisation de la viande permet de valoriser les prairies, or celles-ci captent du CO₂. AgriGenève, en collaboration avec Prométerre, souhaite effectuer des bilans carbone au sein des exploitations. Ceux déjà réalisés dans le canton de Vaud montrent que les exploitations mixtes, avec de l'élevage, ont un meilleur bilan que les autres. Par ailleurs, aujourd'hui, les gens achètent surtout des steaks et des entrecôtes, or si les bas morceaux étaient mieux valorisés, cela améliorerait le bilan carbone de la production de viande.

A.H.: La consommation de viande s'est trop banalisée. Il faut revenir aux habitudes raisonnables de nos grands-parents, avec le bon plat mijoté du dimanche dont on se réjouissait. Mais au lieu de faire du moralisme alimentaire, expliquons plutôt qu'il faut manger moins de viande pour des raisons de santé publique. Les diététiciens disent qu'on devrait en consommer trois fois moins pour préserver sa santé. Par hasard, c'est exactement ce que demande aussi le Plan climat suisse.

Vous avez trouvé une erreur? [Merci de nous la signaler.](#)